

ADMINISTRATION COMMUNALE DE SAINT-JOSSE-TEN-NOODE

GEMEENTEBESTUUR VAN SINT-JOOST-TEN-NODE

CERTIFICAT DE PUBLICATION
BEWIJS VAN PUBLICATIE

N° 653

Nr

Le Bourgmestre de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode certifie que le renouvellement du règlement-redevance pour le placement de potelets anti-stationnement sur la voie publique, arrêté par le Conseil communal du 30 juin 2026, a été publié conformément à l'article 112 de la Nouvelle Loi communale, le 02 juillet 2026.

De Burgemeester van de Gemeente Sint-Joost-ten-Node verklaart dat de hernieuwing van vergoedingsreglement voor het plaatsen van anti-parkeerpaaltjes op de openbare weg, vastgesteld door de Gemeenteraad op 30 juni 2026, overeenkomstig artikel 112 van de Nieuwe Gemeentewet werd bekendgemaakt op 02 juli 2026

Saint-Josse-ten-Noode, le 02 juillet 2026

Sint-Joost-ten-Node, 02 juli 2026

La Secrétaire communale,
De Gemeentesecretaresse,
Marie-Rose Laevers

Le Bourgmestre,
De Burgemeester,
Emir Kir

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME :
VOOR EENSLUIDEND VERKLAARD UITTREKSEL :

Saint-Josse-ten-Noode, le 02 juillet 2026.

Sint-Joost-ten-Node, 02 juli 2026

La Secrétaire communale,
De Gemeentesecretaresse,

Marie-Rose Laevers



Le Bourgmestre,
De Burgemeester,

Emir Kir

RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
ADMINISTRATION COMMUNALE DE SAINT-JOSSE-TEN-NOODE

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

Présents

Hatice Özlücanbaz, *Président du Conseil* ;
 Emir Kir, *Bourgmestre* ;
 Mohammed Jabour, Nezahat Namli, Kadir Özkonakci, Dorah Ilunga Kabulu, Safa Akyol, Marie-José Byl, *Échevin(e)s* ;
 Ahmed Medhoune, Philippe Boïketé, Halil Disli, Ismail Luahabi, Yves Bassambi, Malika Mhadi, Pascal Lemaire, Nouhayla Loukili, Matchozi Stéphanie Ngongo, Gabriella Mara, Mouaad Smahi, Ismail Gökburun, Sofia Kasko, Ahmed Mouhssin, Saïd Benhammou, Aynur Ünver, Moustafa Daoud, *Conseillers communaux* ;
 Marie-Rose Laevers, *Secrétaire communale*.

Excusés

Halit Akkas, Seydi Aktas, Filip Huyghe, Yanti Vermeulen, *Conseillers communaux*.

Séance du 30.06.26

#Objet : Règlement-redevance pour le placement de potelets anti-stationnement sur la voie publique ; renouvellement.- report du 24/06/2026 #

Séance publique

Le Conseil,

Vu l'article 170,§4 de la Constitution;

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, en sa version consolidée;

Vu le règlement-redevance pour le placement de potelets anti-stationnement sur la voie publique du 18 décembre 2017 ;

Considérant les demandes régulières de placement de potelets anti-stationnement émanant de particuliers soucieux d'éviter, de cette façon, le stationnement anarchique de véhicules sur le trottoir de leur immeuble et la voie carrossable;

Considérant que les trottoirs et la voirie communale font partie du domaine public et que leur aménagement relève de la compétence de la Commune ;

Considérant que le placement de potelets anti-stationnement sur le domaine public nécessite une analyse préalable des lieux afin de vérifier sa compatibilité avec les exigences de sécurité routière, d'accessibilité des personnes à mobilité réduite, de circulation des piétons, des cyclistes et des véhicules ainsi qu'avec les contraintes techniques de la voirie ;

Considérant que l'examen des demandes de placement de potelets requiert l'intervention des services administratifs et techniques de la Commune, notamment pour l'étude de faisabilité, la détermination du nombre et de l'emplacement des potelets, la fourniture du matériel, la pose et l'entretien de celui-ci ;

Considérant que la présente redevance constitue la contrepartie d'une prestation individualisable fournie par l'Administration communale au bénéfice du demandeur, consistant notamment dans l'examen de la demande, la fourniture, la pose et l'entretien des potelets anti-stationnement ;

Considérant que le placement de tels équipements répond principalement à un intérêt particulier lié à la protection des abords immédiats d'un immeuble et ne constitue pas un aménagement bénéficiant directement à l'ensemble de la collectivité ;

Qu'il est dès lors équitable que les bénéficiaires de cet aménagement participent aux frais exposés par la Commune ;

Considérant qu'il appartient à la Commune de veiller à la cohérence esthétique et fonctionnelle des aménagements réalisés sur le domaine public ;

Considérant qu'à cette fin, l'Administration communale se réserve le droit de déterminer le modèle, le

nombre et l'implantation des potelets en fonction des caractéristiques des lieux, des contraintes techniques, des nécessités de circulation et de l'intérêt général ;

Considérant que le paiement de la redevance ne confère aucun droit acquis au maintien des potelets sur le domaine public ;

Considérant que le montant de la redevance a été établi de manière raisonnable et proportionnée aux coûts de fourniture, de placement, de gestion administrative et d'entretien des potelets ainsi qu'à la charge de travail occasionnée pour les services communaux ;

Que le montant de la redevance comprend les frais d'étude de la demande, de fourniture du matériel, de pose, de gestion administrative et d'entretien des potelets ;

Considérant que l'autorisation de placement est accordée à titre précaire et révocable, l'intérêt général devant prévaloir sur les intérêts particuliers en cas de modification de la voirie, de travaux publics, de réorganisation de la circulation ou de toute autre nécessité de service public ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

ARRÊTE :

Le règlement-redevance pour le placement de potelets anti-stationnement sur la voie publique comme suit :

Article 1

Il sera perçu une redevance pour le placement et la mise à disposition de potelets anti stationnement sur les trottoirs et la voie carrossable, ainsi que l'entretien de ceux-ci.

Article 2

Le montant de la redevance pour le placement, la mise à disposition et l'entretien de potelets anti stationnement est fixé, forfaitairement, à 200,00 EUROS pour le premier potelet, à 350,00 EUROS pour un ensemble de deux potelets et à 100,00 EUROS par potelet supplémentaire.

Article 3

La redevance est due par celui qui demande le placement et la mise à disposition des potelets. Le demandeur doit formuler sa demande par écrit à l'attention du Collège des Bourgmestre et Echevins et avoir la qualité de riverain du trottoir concerné.

Article 4

Le Collège des Bourgmestre et Echevins apprécie la demande de placement et la mise à disposition des potelets, compte tenu des nécessités de la circulation locale, de l'avis éventuel de la police zonale, des services techniques communaux, des disponibilités de matériel et, le cas échéant, des remarques du propriétaire riverain du trottoir concerné ou de toute autre personne justifiant d'un intérêt.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins se réserve le droit d'opter pour un type de potelet déterminé, en fonction des caractéristiques et de la disposition des lieux, afin d'assurer l'uniformité et l'esthétique des lieux.

Article 5

Les potelets sont placés par les soins de l'Administration communale, laquelle se charge également de leur entretien.

Les potelets placés sur le domaine public demeurent la propriété exclusive de la Commune, même lorsqu'ils ont fait l'objet d'une participation financière du demandeur.

Aucun droit réel ou personnel sur le domaine public ne résulte du paiement de la redevance.

Article 6

Toute dégradation, destruction ou détérioration volontaire des potelets est susceptible d'entraîner la facturation des frais de réparation ou de remplacement à charge de son auteur, sans préjudice d'éventuelles poursuites civiles ou pénales.

Sauf faute imputable à la Commune, celle-ci ne pourra être tenue responsable des dommages résultant de la présence, de l'absence, de la détérioration ou de l'enlèvement des potelets.

Article 7

La mise à disposition des potelets est accordée à titre précaire. Elle peut être révoquée à tout moment, par décision motivée du Collège des Bourgmestre et Echevins lorsque les nécessités du service public, des travaux de voirie, des impératifs de sécurité ou toute autre circonstance d'intérêt général le justifient.

Dans ce cas, les potelets seront enlevés d'office par l'Administration communale, sans remboursement des frais.

La Commune peut, à tout moment et sans indemnité, déplacer temporairement ou définitivement les potelets. Les potelets peuvent également être enlevés à la requête du demandeur, notifiée par courrier au Collège des Bourgmestre et Echevins, sans remboursement de la redevance, après décision favorable du Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 8

La redevance est payable anticipativement dès l'envoi de l'invitation à payer.

Le placement des potelets n'intervient qu'après paiement intégral de la redevance.

A défaut de paiement, la redevance sera récupérée, conformément à l'article 137bis de la Nouvelle Loi communale.

Article 9

Le présent règlement remplace et abroge les règlement antérieur. Le présent règlement est publié conformément au prescrit des articles 112 et 114 de la Nouvelle Loi Communale et entre dès lors en vigueur le cinquième jour qui suit celui de sa publication. Le présent règlement a une durée de validité de cinq ans.

25 votants : 25 votes positifs.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

La Secrétaire communale,
(s) Marie-Rose Laevers

Le Président,
(s) Hatice Özlücanbaz

POUR EXTRAIT CONFORME
Saint-Josse-ten-Noode, le 01 juillet 2026

Par ordonnance :
La Secrétaire communale,

Marie-Rose Laevers



Le Collège des
Bourgmestre et Echevins,
L'Echevin(e) délégué(e),

Mohammed Jabour

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTEBESTUUR VAN SINT-JOOST-TEN-NODE**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Hatice Özlücanbaz, *Voorzitter van de Raad* ;
Emir Kir, *Burgemeester* ;
Mohammed Jabour, Nezahat Namli, Kadir Özkonakci, Dorah Ilunga Kabulu, Safa Akyol, Marie-José Byl, *Schepenen* ;
Ahmed Medhoune, Philippe Boïketé, Halil Disli, Ismail Luahabi, Yves Bassambi, Malika Mhadi, Pascal Lemaire, Nouhayla Loukili, Matchozi Stéphanie Ngongo, Gabriella Mara, Mouaad Smahi, Ismail Gökburun, Sofia Kasko, Ahmed Mouhssin, Saïd Benhammou, Aynur Ünver, Moustafa Daoud, *Gemeenteraadsleden* ;
Marie-Rose Laevers, *Gemeentesecretaresse*.

Verontschuldigd

Halit Akkas, Seydi Aktas, Filip Huyghe, Yanti Vermeulen, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 30.06.26

#Onderwerp : Retributiereglement voor het plaatsen van anti-parkeerpaaltjes op de openbare weg ; vernieuwing. - uitstel van 24/06/2026 #

Openbare zitting**De Raad,**

Gelet op art. 170 § 4 van de Grondwet ;

Gelet op art. 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende organisatie van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals tot op heden gewijzigd ;

Gelet op het retributiereglement voor het plaatsen van anti-parkeerpaaltjes op de openbare weg van 18 december 2017 ;

Overwegende de talrijke aanvragen voor de plaatsing van anti-parkeerpaaltjes uitgaande van particulieren om op die manier het wildparkeren op het trottoir voor hun gebouw en op de rijweg tegen te gaan ;

Overwegende dat de trottoirs en gemeentelijke wegen deel uitmaken van het openbaar domein en dat de inrichting ervan onder de bevoegdheid van de gemeente valt ;

Overwegende dat het plaatsen van anti-parkeerpaaltjes op het openbaar domein een voorafgaande analyse van de locatie vereist om na te gaan of dit verenigbaar is met de eisen inzake verkeersveiligheid, toegankelijkheid voor personen met beperkte mobiliteit, verkeer van voetgangers, fietsers en voertuigen, alsook met de technische beperkingen van de wegen ;

Overwegende dat de bestudering van de aanvragen voor het plaatsen van paaltjes de tussenkomst vereist van de administratieve en technische diensten van de Gemeente, met name voor de haalbaarheidsstudie, de bepaling van het aantal en de plaatsing van de paaltjes, de levering van het materiaal, de plaatsing en het onderhoud ervan ;

Overwegende dat onderhavige retributie de tegenprestatie vormt voor een individuele dienst die door het Gemeentebestuur ten gunste van de aanvrager wordt verleend, bestaande uit met name de behandeling van de aanvraag, de levering, de plaatsing en het onderhoud van de anti-parkeerpaaltjes ;

Overwegende dat de plaatsing van dergelijke voorzieningen voornamelijk beantwoordt aan een bijzonder belang dat verband houdt met de bescherming van de directe omgeving van een gebouw en geen inrichting vormt die rechtstreeks ten goede komt aan de gehele collectiviteit ;

Dat het bijgevolg redelijk is dat de begunstigden van deze inrichting bijdragen in de kosten die door de Gemeente worden gemaakt ;

Overwegende dat het de taak van de Gemeente is toe te zien op de esthetische en functionele samenhang van de inrichtingen op openbaar domein ;

Overwegende dat het Gemeentebestuur zich in dit verband het recht voorbehoudt om het model, het aantal

en de opstelling van de paaltjes te bepalen op basis van de kenmerken van de locatie, de technische beperkingen, de verkeersnoden en het algemeen belang ;

Overwegende dat de betaling van de retributie geen verworven recht geeft op het behoud van de paaltjes op het openbaar domein ;

Overwegende dat het bedrag van de retributie op redelijke wijze is vastgesteld en in verhouding staat tot de kosten voor de levering, plaatsing, administratief beheer en onderhoud van de paaltjes, alsook tot de werklast die dit met zich meebrengt voor de gemeentelijke diensten ;

Dat het bedrag van de retributie de kosten omvat voor de bestudering van de aanvraag, de levering van het materiaal, de plaatsing, het administratief beheer en het onderhoud van de paaltjes ;

Overwegende dat de plaatsingsvergunning wordt verleend op voorlopige en herroepbare basis, waarbij het algemeen belang voorrang heeft op particuliere belangen in geval van wijzigingen aan de wegen, openbare werken, herinrichting van het verkeer of enige andere noodzaak van openbare dienstverlening ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

STELT :

zoals volgt het retributiereglement vast voor het plaatsen van anti-parkeerpaaltjes op de openbare weg :

Artikel 1

Er zal een retributie geïnd worden voor het plaatsen en de terbeschikkingstelling van anti-parkeerpaaltjes op de openbare weg en de rijweg, alsook voor het onderhoud ervan.

Artikel 2

Het bedrag van de retributie voor het plaatsen en de terbeschikkingstelling van anti-parkeerpaaltjes wordt forfaitair vastgesteld op 200,00 EURO voor het eerste paaltje, 350,00 EURO voor twee paaltjes en 100,00 EURO per bijkomend paaltje.

Artikel 3

De retributie is verschuldigd door degene die de plaatsing en terbeschikkingstelling van de paaltjes aanvraagt. De aanvrager moet zijn verzoek schriftelijk richten aan het College van Burgemeester en Schepenen en langs het betreffende trottoir wonen.

Artikel 4

Het College van Burgemeester en Schepenen beoordeelt de aanvraag tot het plaatsen en de terbeschikkingstelling van de paaltjes, rekening gehouden met de noden van het lokale verkeer, het eventueel advies van de zonale politie, van de gemeentelijke technische diensten, de beschikbaarheden van materiaal en, in voorkomend geval, de opmerkingen van de eigenaar van het gebouw langsheen het betrokken trottoir of van elkeen die een belang kan laten gelden.

Het College van Burgemeester en Schepenen behoudt zich het recht voor om één van de verschillende types van paaltjes te kiezen in functie van de karakteristieken en de ligging van de locatie, teneinde de uniformiteit en de esthetiek van de locatie te waarborgen.

Artikel 5

De paaltjes worden geplaatst door het Gemeentebestuur, dat tevens instaat voor het onderhoud ervan.

De paaltjes die op het openbaar domein worden geplaatst, blijven exclusief eigendom van de Gemeente, zelfs wanneer er een financiële bijdrage van de aanvrager werd geleverd.

Er vloeit geen enkel zakelijk of persoonlijk recht op het openbaar domein voort uit de betaling van de retributie.

Artikel 6

Elke opzettelijke beschadiging, vernieling of beschadiging van de paaltjes kan leiden tot het in rekening brengen van de herstel- of vervangingskosten ten laste van de dader, onverminderd eventuele burgerlijke of strafrechtelijke vervolging.

Behalve in geval van een fout toerekenbaar aan de Gemeente, kan deze niet aansprakelijk worden gesteld

voor schade die voortvloeit uit de aanwezigheid, de afwezigheid, de beschadiging of de verwijdering van de paaltjes.

Artikel 7

De terbeschikkingstelling van de paaltjes wordt toegekend op tijdelijke basis. Deze kan te allen tijde worden ingetrokken door een met redenen omkleed besluit van het College van Burgemeester en Schepenen wanneer dit gerechtvaardigd is door de noden van de openbare dienst, wegenwerken, veiligheidseisen of enige andere omstandigheid van algemeen belang.

In dat geval worden de paaltjes ambtshalve door het Gemeentebestuur verwijderd, zonder terugbetaling van de kosten.

De Gemeente kan de paaltjes te allen tijde en zonder schadevergoeding tijdelijk of definitief verplaatsen.

De paaltjes kunnen tevens op verzoek van de aanvrager worden verwijderd, na kennisgeving per brief aan het College van Burgemeester en Schepenen, zonder terugbetaling van de retributie, na een gunstig besluit van het College van Burgemeester en Schepenen.

Artikel 8

De retributie dient vooraf te worden betaald zodra de betalingsuitnodiging is verzonden.

De paaltjes worden pas geplaatst na volledige betaling van de retributie.

Bij gebreke van betaling wordt de retributie geïnd overeenkomstig artikel 137bis van de Nieuwe Gemeentewet.

Artikel 9

Dit reglement vervangt en heft het vorige reglement op. Dit reglement wordt bekendgemaakt overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 112 en 114 van de Nieuwe Gemeentewet en treedt bijgevolg in werking op de vijfde dag na de dag van bekendmaking. Dit reglement heeft een geldigheidsduur van vijf jaar.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaresse,
(g) Marie-Rose Laevers

De Voorzitter,
(g) Hatice Özlücanbaz

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Sint-Joost-ten-Node, 01 juli 2026

In opdracht :
De Gemeentesecretaresse,

Marie-Rose Laevers



Het College van
Burgemeester en Schepenen,
De afgevaardigde Schepenen,

Mohammed Jabour

